Séminaire : Associations, recul de la démocratie et philanthropies

Séance du 4 mars 2026

Retranscription de la séance : la philanthropie d'extrême droite

avec : Elsa Sabado, Rozenn Le Carboulec, Annabelle Martella, journalistes du collectif Hors Cadre et Véronique Sehier du Planning familial

Marianne Langlet du Collectif des associations citoyennes : Bienvenue dans cette troisième séance de notre séminaire qui s'intitule Association, recul de la démocratie et philanthropies. L'objectif est de nous donner une boussole politique et des clés de lecture du paysage philanthropique français. Nous inscrivons ces travaux dans le cadre de l'Observatoire citoyen de la marchandisation des associations, impulsé par le Collectif des associations citoyennes. Les associations sont sommées de se passer d'argent public, d'hybrider leurs ressources, de trouver de l'autofinancement, de proposer des services payants, de se tourner vers la philanthropie. En parallèle, nous faisons face à des exigences de plus en plus fortes à « rester neutre », à s'inscrire dans un rôle de prestataire de service. Les associations citoyennes font face à des répressions des libertés qui les poussent à gommer leur mission d'interpellation politique, pourtant une des racines de la vitalité démocratique. De plus en plus d'associations imaginent que leur autonomie associative passera par de l'argent issu du privé. Est-ce que l'autonomie associative sera préservée par les financements privés, les financements philanthropiques ?
Face à cette question, il est essentiel pour les associations d'avoir des clés de lecture du paysage philanthropique en pleine évolution. Nous devons comprendre qui sont les acteurs en présence, leurs projets politiques, leurs pratiques philanthropiques et leurs effets sur les associations financées.

Cette troisième séance se penche sur la philanthropie d'extrême droite. Ce titre a pu heurter : comment est-ce que la philanthropie, cet amour de l'humanité, pourrait être d'extrême droite ? Comment la visée d'intérêt général de la philanthropie qui ne peut s'inscrire que dans une perspective progressiste pourrait être assimilée à des visées réactionnaires ?
Or, nous voyons aujourd'hui, notamment grâce à de nombreuses enquêtes journalistiques, qu'il existe différentes formes de philanthropies, différents courants, différentes approches, différentes pratiques et différentes visions politiques. Cette réalité nous a poussé à nommer notre séminaire : association, recul de la démocratie et philanthropies au pluriel. Nous insistons sur le pluriel car les acteurs peuvent être très différents, ne pas s'inscrire dans la même lecture de ce qu'est l'intérêt général, notion floue qui ouvre à de multiples interprétations possibles. Nous voyons aujourd'hui, dans la bataille culturelle à l'œuvre, comment des termes tels que la liberté d'expression, un terme que nous inscrivions plutôt dans une visée progressiste, a pu être retourné et réapproprié pour des visées réactionnaires. Cette bataille traverse le champ philanthropique. Lors de cette séance, nous verrons l'augmentation des volumes de financement qui soutiennent des actions anti-choix, anti-droit, anti-genre en Europe et particulièrement en France.

Est-ce si étonnant que cela ? Nous assistons à une bascule autoritaire face à la raréfaction des ressources, face à un monde où sept des neuf limites planétaires ont été dépassées, au-delà de laquelle la vie sur Terre est menacée. Dans ce monde, comment les personnes les plus riches se positionnent ? Elles représentent les plus grands apports pour la philanthropie dite d'élite, celle qui, contrairement à la philanthropie de masse, a un pouvoir de décision sur l'allocation de ces fonds et donc un pouvoir politique fort. Si nous suivons l'analyse de la sociologue Marlène Banquet qui vient de sortir un livre intitulé « La finance aux extrêmes, enquête sur le capitalisme autoritaire en

France » ou encore de l'économiste et historien Arnaud Orain, auteur du livre « Le Monde confisqué, essai sur le capitalisme de la finitude », il s'agit pour eux de comprendre que l'utopie néolibérale d'une croissance continue alliée à une amélioration constante de la démocratie est désormais obsolète face à la finitude des ressources. L'enjeu est désormais de s'accaparer les dernières ressources, de dégager de nouveaux gisements de rentabilité, tout en s'appuyant sur les pouvoirs de l'État pour construire un environnement juridique, économique et politique favorable à la poursuite de l'accumulation du capital. Ce nouveau capitalisme du XXIème siècle y financiarise des biens qui jusqu'alors y échappaient pour ouvrir de nouveaux marchés financiers comme la nature, la biodiversité, le climat, les soins, les pratiques associatives. Dans cette transformation, les garanties démocratiques, l'État de droit apparaissent plutôt comme des freins et ces acteurs financiers, essentiellement des gestionnaires d'actifs comme Marlène Banquet les qualifie, se tournent vers des mouvements de rupture, vers un capitalisme autoritaire, vers le libertarianisme, vers l'extrême droite. Pierre Edouard Stérin en est un exemple, selon Marlène Benquet.

Le créateur des SmartBox, exilé fiscal d'extrême droite, catholique anti-IVG, a construit à côté de sa holding de fonds d'investissement Autium Capital, plusieurs fonds de dotation et des foncières, dont le fonds pour le bien commun, qui finance entre autres la nuit du bien commun. Il porte un projet politique d'extrême droite appelé Pericles, pour « patriotes, enracinés, résistants, identitaires, chrétiens, libéraux, européens, souverainistes ». Ce projet, doté de 150 millions d'euros sur 10 ans, veut faire gagner la bataille culturelle et faire advenir l'extrême droite au pouvoir en France. Le fonds du bien commun finance toute une galaxie associative réactionnaire que l'on va explorer ce soir avec trois journalistes : Elsa Sabado, Rozenn Le Carboulec, Annabelle Martella. Elles font partie du collectif Hors-Cadre, soutenu par le Fonds pour la presse libre pour mener une enquête en plusieurs volets sur la galaxie associative de Pierre-Édouard Stérin, notamment accessible sur le site de Basta avec également une carte de toutes les associations soutenues par ce fonds en France.

Toutefois, cette galaxie fait partie d'un univers plus vaste des financements philanthropiques anti-choix, anti-droits, anti-genres. Selon le Forum parlementaire européen pour les droits sexuels et reproductifs (EPF), l'une des rares associations à compiler ces données au niveau européen, les financements anti-choix, anti-genres représenteraient entre 120 000 et 130 millions de dollars par an en Europe. La France tient une place importante, notamment en raison des financements de la Fondation Jérôme Lejeune. L'augmentation de ces fonds est continue. EPF soutient qu'au début de la décennie, ces mouvements obtenaient moins de 20 millions de dollars par an. Leur dernier rapport, intitulé « La prochaine vague », montre qu'entre 2019 et 2023, 1,18 milliard de dollars ont été dirigés vers des mouvements anti-droit, anti-genre en Europe. Véronique Sehier du Planning familial suit et décrypte ces financements depuis longtemps. Elle nous donnera son éclairage.

Elsa, Annabelle et Rozenn, est-ce que l'une de vous peut nous rappeler en quelques mots qui est Pierre-Edouard Sterin et le rôle de son fond du bien commun dans le champ associatif ?

Elsa Sabado: La première fois que j'ai croisé son nom, c'est dans un article du Parisien en 2020. L'article s'intitulait : « Si j'entends wesh, c'est quinze pompes ». Il décrivait une colonie de vacances paramilitaire sans aucun recul critique. Cet article m'intrigue et en cherchant je me rends compte que cette colonie est financée par la Nuit du bien commun, grâce notamment à un intermédiaire qui est au conseil d'administration d'une association masculiniste catholique et une autre personne qui fait partie de la communauté de l'Emmanuel. Je fais un début d'enquête sur cette colonie de vacances. Elle m'amène à d'autres associations financées par la Nuit du bien commun, notamment à l'Oasis le Rocher autrement plus importante en termes de financement. J'écris mes deux articles, l'un pour Médiacités Lyon, l'autre pour Libération. Rien ne bouge.

En 2021, avec un collègue, Simon Mauvieux, nous décidons d'assister à une Nuit du bien commun qui a lieu à l'Olympia, à Paris. Nous entrons alors dans une autre dimension. Nous assistons à un

gala de charité présenté à l'époque par Cécile de Ménibus, membre de la galaxie Bolloré. Dix-douze associations se succèdent sur scène pour pitcher leurs projets et demander des fonds à l'auditoire. Cet auditoire est constitué de gens qui ont beaucoup, beaucoup d'argent. En creusant un petit peu, nous constatons rapidement que les associations présentes sont très marquées catholiques traditionnalistes. Mon premier article d'alors dans *Libération* montre qu'elles défendent « la vie », les vieilles pierres, le patrimoine français. Au sortir de ce travail, nous avons le sentiment que chaque association mériterait de faire une enquête. Le temps passe et en 2024, Thomas Lemahieux, journaliste de l'Humanité, sort la série d'article sur le projet Périclès.

Je fais partie du collectif Hors cadre. Nous sommes une vingtaine de journalistes, avec des spécialités différentes. En discutant de l'article sur Périclès, nous nous apercevons que nous avons rencontré des associations de cette galaxie. En septembre 2024, le Fonds pour la presse libre lance un appel à projets pour enquêter sur l'extrême-droite. Nous proposons une grande enquête sur toutes les associations financées par Stérin. J'ai donc repris l'enquête sur la colonie de vacances paramilitaires dont le siège est à Pierrefitte. Elle propose à des jeunes racisés de revivre la coloniale en partant en camp de vacances, en faisant des exercices militaires, des travaux d'intérêt général, tout cela en chantant « Vive la coloniale ». Nous découvrons dans ce deuxième volet de notre enquête que les sociétaires de la mission de la miséricorde divine organisent des messes au sein de cette colonie de vacances. Or, cette colonie de vacances est financée et par la CAF et par la Région. Elle a donc signé deux chartes de la laïcité, celle de la CAF et celle de la Région. Finalement, un contrôle de cette colonie sera diligenté suite à notre enquête ; la subvention annuelle de 45 000 euros de la Région et celle de la CAF ont été supprimées. Enfin, le président de cette colonie de vacances vient d'être interdit d'exercice pendant 5 ans après la plainte d'une mère pour violences.

Annabelle Martella : Nous étions une dizaine à enquêter sur ces associations. Une enquête de Rozenn Le Carboulec et Camille Régache sur les médias LouMedia et Néo TV montre comment ces médias, qui se présentent comme pseudo féministes ou des médias de proximité, sont en fait liés à une nébuleuse proche de l'extrême droite. Malgré une vitrine parfaite, en épluchant leurs articles, les journalistes montrent ces liens.
Notre enquête à retrouver sur Basta ! menée avec Sindbad Hammache porte sur les spectacles historiques. Ces associations sont financées par la Nuit du Bien commun. Certaines cumulent avec des financements du Fonds du Bien commun mais aussi des financements publics des régions, des départements. La région Auvergne Rhône-Alpes est surreprésentée. Ces spectacles reposent sur 200-250 bénévoles, leur économie prend exemple sur le Puy du Fou. Essentiellement l'été, ils mettent en scène « la grande histoire de France », avec des personnages blancs et catholiques, centrée sur les « grands rois de France » et la révolution française présentée comme un moment de décadence. En enquêtant, nous nous sommes rendus compte que beaucoup de ces metteurs en scène étaient liés à des groupuscules comme l'Action Française.

Une enquête, également à retrouver sur Basta, porte sur l'association Excellence Ruralité, écrite par Fanny Marlier et Sarah Bosquet. Il s'agit d'écoles privées qui s'installent en ruralité dans des endroits où des classes ferment, où il manque des services publics. Dans ces écoles, le programme prévoit des levés de drapeaux, un apprentissage de l'amour de la France, des valeurs républicaines. Le programme de l'éducation nationale n'est pas forcément respecté et les professeurs n'ont pas les diplômes requis et enseignent plusieurs matières. Dans notre enquête, pour l'un d'eux sa dernière expérience professionnelle était à Leroy Merlin.
Nous pouvons retrouver des liens entre les différentes associations, par exemple un spectacle historique en Picardie intitulé le dernier secret d'Athos qui s'appuyait uniquement sur des bénévoles mais dont l'entrée était entre 15 et 20 euros. L'argent recueilli devait permettre d'ouvrir une école Excellence ruralité dans cette ville.
Rozenn le Carboulec et Sarah Bosquet ont enquêté sur l'association Marthe & Marie qui accueille de jeunes mères célibataires, deux articles sont parus dans le Poulpe et la Deferlante.

J'ai également mené une enquête sur les associations d'éducation à la vie affective et sexuelle financées par Pierre-Edouard Sterin comme l'association Famylia ou la startup Obole avec Maïa Courtois. Cette startup nantaise organise les Nuits du bien commun, coache les associations, aide les associations à faire des levés de fonds. Parmi les associations financées par la Nuit du bien commun et soutenu par Obole, nous retrouvons Famylia, Oasis le Rocher ou encore les Cafés joyeux. Parmi les clients d'Obole, il y a la communauté de l'Emmanuel, une communauté catholique radicale.

Les deux fondateurs d'Obole sont également à l'origine de la Nuit du bien commun. Ils ont donc comme investisseur Pierre Edouard Stérin mais aussi la financière de Rosario, un fonds connu pour avoir financé l'extrême droite la plus violente. Il a été créé par la famille Michaud dont le père, décédé, était une figure du GUD, un groupuscule d'extrême droite violente. Le fils désormais à la tête de cette financière est un ancien cadre de génération identitaire, aujourd'hui dissoute, et des néo-nazis Zouave Paris. Un autre milliardaire d'extrême droite est au capital à hauteur de 29% de cette start-up : Vincent Bolloré. Pour la première fois, cette enquête a montré les liens financiers entre Pierre-Edouard Stérin et Vincent Bolloré. Nous savions qu'ils étaient proches sur les valeurs mais nous démontrons des liens financiers. Par ailleurs, à Paris, les nuits du bien commun ont lieu dans les salles appartenant à l'empire Bolloré, l'Olympia et les Folies Bergères.

Pour revenir à Famylia, elle a été créée par Thierry Veyron Lacroix, un homme qui a fait partie de l'Opus Dei ou du Chemin Neuf, des mouvements perçus comme sectaires. Sur son site, Famylia dit venir en aide aux couples en crise, faire de la médiation, du conseil conjugal. J'ai montré dans mon enquête qu'elle remettait en question le droit à l'IVG mais faisait aussi du lobbying anti-divorce. Cette association s'installe un peu partout en France. Elle s'est installée à Orléans juste à côté du Planning familial. Elle peut, par ailleurs, percevoir des fonds publics, de la CAF, du ministère de la Justice, de la région Ile de France, la région Auvergne-Rhône-Alpes... Suite à mon enquête, la métropole écologique de Lyon a retiré son financement à Famylia et des manifs ont eu lieu à Orléans et Saint-Etienne où va s'installer la prochaine antenne Famylia.

Rozenn Le Carboulec : Pierre Edouard Stérin finance aussi de très nombreuses associations qui viennent en aide aux femmes dites vulnérables, la plupart enceintes. Parmi ces associations, l'association Marthe et Marie propose des colocations solidaires qui accueille des femmes enceintes vulnérables au côté de jeunes femmes bénévoles qui acceptent d'habiter dans ces maisons pour accompagner ces femmes en échange d'un petit loyer de 300 euros en moyenne. Il existe une dizaine de structures en France, la première est née à Lyon dans les années 2000. Cette association qui se dit laïque et apolitique, une constante pour toutes ces associations, porte en réalité un discours très marqué familialiste, anti-avortement, homophobe...
Dès 2017, une conseillère communiste du conseil régional d'Ile-de-France avait alerté sur cette structure et mis en cause les financements publics qu'elle percevait. L'association était déjà décrite comme anti-IVG, en lien avec d'autres associations catholiques comme Alliance Vita et des fondations comme la fondation Jérôme Lejeune.

A la tête de l'association, nous retrouvons plusieurs figures anti-IVG. Une ancienne présidente de Marthe et Marie était engagée à Alliance Vita depuis plus de 10 ans et gère aujourd'hui SOSBB, la ligne d'écoute anti-avortement d'Alliance Vita. L'ancienne gérante de la maison de Paris s'était présentée aux législatives de 2012 sous l'étiquette du parti chrétien démocrate et se disait ouvertement anti-avortement, anti-mariage pour tous... Enfin, une chargée de communication de l'association a fait ses armes au ministère de l'Intérieur sous Bruno Retailleau ainsi qu'au média d'extrême droite boulevard Voltaire. Enfin, l'association se présente comme laïque tout en demandant un « engagement spirituel » aux volontaires et fait intervenir des évêques, des curés qui viennent dans les colocations toutes les semaines. La directrice devenue présidente de l'association avait reconnu dans une interview en 2012 une véritable mission d'évangélisation portée par

l'association.

Cette dernière bénéficie de nombreux fonds publics. Entre 2017 et 2023, la région Île-de-France, par exemple, lui a versé entre 141 000 euros. La région Pays de la Loire la finançait aussi. La CAF Loire-Atlantique l'a financée à raison de 10 000 euros pendant 3 ans. La mairie de Paris a versé une aide de plus de 300 000 euros à la maison de Marthe et Marie en 2018 et de 400 000 euros en 2023 soit un total de plus de 700 000 euros. Par ailleurs, la maison de Marthe et Marie a aussi reçu des financements de la région Île-de-France et de l'Etat à hauteur de plus de 200 000 euros. Suite à nos enquêtes, la mairie de Paris a annoncé revenir sur ses financements. La maison de Marthe et Marie a été lauréate de très nombreuses Nuits du bien commun au moins 7 et elle a reçu un total d'environ 400 000 euros par ce biais. Elle a également reçu des financements via une autre soirée de levée de fonds, le parvis solidaire, coorganisé par Obole et la Fondation Sainte-Geneviève qui émane du diocèse de Nanterre.

Enfin, nous avons identifié une vingtaine d'associations catholiques qui interviennent dans les établissements scolaires, essentiellement privés hors contrat mais également dans le public, pour l'éducation à la sexualité. Parmi elles, un quart est soutenu par la galaxie de Pierre-Edouard Stérin comme l'association « Com Je t'aime », « We are lovers » « les ateliers Kerlatio » ou l'entreprise Lift, sur laquelle notre collègue Fanny Marlier avait fait une enquête pour Médiapart.
Ces associations ne respectent pas le programme en vigueur depuis la rentrée 2025 et portent une vision très genrée, stéréotypée. Par ailleurs, elles obtiennent des financements là où le Planning familial, acteur historique sur ces missions, qui est de plus en plus écarté des écoles et perd des financements.

Une enquête de la Fondation des Femmes montrait que 71% des associations féministes sont en situation financière dégradée, 30% ont fermé des permanences dont 72% en zone rurale. Par ailleurs, une autre enquête sur l'égalité de genre dans la philanthropie en France vient d'être réalisée par une coalition pour une philanthropie féministe qui regroupe 12 bailleurs parmi lesquels notamment la Fondation de France, la Fondation des Femmes, la Fondation Médecins du Monde. Elle montre que l'égalité de genre occupe une place minoritaire dans la philanthropie en France, trois quarts des structures philanthropiques déclarent qu'elles ne financent pas du tout ou de façon minoritaire des projets pour l'égalité de genre. Concrètement, cela signifie que 7% des fonds distribués par la philanthropie française, soit environ 140 millions d'euros ciblent l'égalité de genre une somme qui est bien en deçà des sommes mis à jour par l'étude du forum parlementaire européen pour les droits sexuels et reproductifs sur les fonds qui soutiennent les mouvements anti-choix, anti-droit, anti-genre.

Ce rapport intitulé « la prochaine vague, comment l'extrémisme religieux reprend le pouvoir » identifie qu'1,18 milliards de dollars de financement anti-genre provenant de 275 structures ont été versé entre 2019 et 2023. Cette somme a explosé ces dernières années même si le volume mis en lumière dans le rapport précédent était déjà très important. Beaucoup de ces financements viennent de la Russie mais pas uniquement, 73% de ce montant provient de 27 pays d'Europe. La France est en deuxième place derrière la Hongrie. Cette place est notamment due à la Fondation Jerôme Lejeune qui concentre beaucoup d'argent, reconnue d'utilité publique, elle bénéficie de défiscalisation et donc d'argent public. Enfin, le fonds du bien commun de Pierre-Edouard Stérin avec ces 1,8 millions de dollars entre également dans ce classement de la France.

Véronique Séhier : Les opposants à l'avortement n'ont jamais accepté les progrès et les lois sur l'avortement. Cette opposition a toujours existé. A la fin des années 90, alors que la conférence de Pékin reconnaissait, à l'échelle internationale, les droits des femmes à disposer de leur corps, cela a été très mal pris par le Vatican qui a impulsé la notion fausse de « théorie du genre ». Dans le premier rapport du Forum parlementaire européen, il est décrit un Agenda Europe, un projet des

mouvements européens réactionnaires qui vise à revenir sur des droits comme le divorce, la contraception, le droit à l'IVG, les droits des personnes LGBTQIA+, le droit à mourir dans la dignité et l'égalité de genre. Cette réaction a notamment émergé en France au moment de la légalisation du mariage entre personnes de même sexe, avec la Manif pour tous devenue depuis le Syndicat de la famille. Ces acteurs ont investi le champ partisan via les partis de droite chrétienne et d'extrême droite comme Vox en Espagne et l'AFD en Allemagne. Ils promeuvent des politiques nationales anti-droit à l'ivg de la Hongrie ou de la Pologne. Nous sommes face à un projet transnational porté par des moyens financiers, des alliés et des gouvernements d'extrême droite.

Au niveau des institutions européennes, il existe des groupes structurés d'extrême droite bien décrits dans le premier rapport d'EPF intitulé « restaurer l'ordre naturel ». Il détaille la vision des extrémistes religieux pour mobiliser les sociétés européennes contre les droits humains en matière de sexualité et de reproduction. Ces objectifs se retrouvent dans le projet de Pierre Edouard Stérin qui veut sauver la France de la faillite économique morale et civilisationnelle. Nous retrouvons le même discours dans la bouche de certains oligarques russes qui veulent sauver l'Occident chrétien. Tous plaident pour un projet nationaliste, anti-immigration, anti-droit des femmes, anti-LGBTQIA+ et des politiques d'État pour faire régresser ces droits. Nous avons vu ce qu'il s'est passé en Pologne et en Hongrie sur l'avortement mais aussi contre l'éducation à la sexualité. Ces idées progressent avec, par exemple, l'Italie qui permet désormais à des organisations anti-avortement de faire des permanences dans des centres IVG.

Ces différents projets s'inscrivent dans un agenda qui prévoit l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Les partis politiques au niveau européen soutiennent et financent des projets anti-choix, anti-droit mais nous observons également des financements publics de l'UE qui soutiennent des programme problématique comme le Women's Digital Health, par exemple, dénoncé par le forum parlementaire européen. Ce programme de santé sexuelle, soit disant féministe, promouvait « la fertilité naturelle » avec une visée de politique nataliste. Autre exemple, une association anti-choix, World Youth Alliance, a bénéficié de financements européens dans le cadre d'un programme Erasmus. Comment est-ce possible ? Nous constatons une forte méconnaissance par beaucoup d'organismes publics de ces organisations. Le travail journalistique est donc extrêmement important et diffusé pour alerter sur ce type d'associations. L'exemple de Famylia est en ce sens parlant. Cette association s'implante un peu partout et les élus ne les connaissent pas, d'autant lus qu'elles se présentent comme neutres et apolitiques. Elles peuvent paraître dès lors rassurantes au regard du Planning familial qui a été diabolisé et qui fait désormais peur à de nombreux élus. Argument supplémentaire, elles peuvent demander moins de financements que le Planning.

Cette opposition à l'éducation à la sexualité se retrouve partout en Europe et elle est coordonnée. En Hongrie, par exemple, impossible de proposer de l'éducation à la sexualité si la notion genre, de droits des personnes LGBTQIA+ sont évoqués. L'objectif de l'éducation sexuelle en Hongrie est de préparer les jeunes filles à être de « vraies femmes à la maison » et de préparer une politique nataliste et à apprendre aux garçons à aller conquérir le monde. En 2024, en France, nous avons eu au Sénat, un colloque sur l'éducation à la sexualité introduit par Eric Zemmour, conclu par Marion Maréchal Le Pen avec pour objectif d'expliquer ce qu'était une véritable éducation à la sexualité neutre et apolitique avec la complicité d'un syndicat, SOS Éducation, et avec des collectifs de parents comme Maman Louve, Parents Vigilants, Parents en Colère, des organisations soutenues par Reconquête et par le Rassemblement National. Ils ont présenté des parents d'élèves lors des dernières élections dans les établissements scolaires.

Il est donc très important de constater qu'il ne s'agit pas d'un épiphénomène mais d'une coordination au niveau européen avec des moyens financiers et politiques importants. Il s'agit d'organisations transnationales qui se rejoignent autour de l'idée que le but de sexualité, c'est la procréation. Ils prônent le retour à « l'ordre naturel », la « défense de la vie » jusqu'à l'interdiction, par exemple en

Pologne, des avortements thérapeutiques qui a conduit à la mort de six femmes à l'hôpital face à des médecins qui expliquaient ne rien faire tant que le coeur du foetus bat. Une des familles de ces femmes a porté plainte et aujourd'hui trois médecins viennent d'être condamnés à de la prison ferme.

Le rapport d'EPF montre que les financements de ces mouvements viennent d'abord des Etats-Unis. Par exemple de l'organisation ECLJ, par exemple, le centre européen pour le droit et la justice, est une émanation de l'ACLJ aux Etats-Unis. Installée à Strasbourg, elle fait du lobbying anti-droit, anti-choix au niveau européen avec des financements issus de milliardaires proches de la droite chrétienne conservatrice américaine, proche de Trump. Ils financent des organisations américaines et établissent des bureaux en Europe. La spécialité de l'ECLJ est de porter des contentieux devant des Cours européennes en s'appuyant sur des expériences américaines pour faire reculer les droits. Nous avons en souvenir ce qui s'est passé au niveau de la Cour suprême aux Etats-Unis pour annuler l'arrêt Roe versus Wade qui fixait le cadre légal de l'accès à l'avortement au niveau fédéral. En France, ces mêmes mouvements sont très actifs notamment lors de la révision des lois bioéthiques avec notamment un objectif : obtenir un statut juridique pour l'embryon.
Autre source de financement : la Russie. Elle agit principalement en finançant des parties d'extrême droite à travers l'Europe. Elle finance également des mouvements anti-genre et des services qui dissuadent les femmes d'avoir recours à l'IVG en diffusant de la désinformation.
Troisième source de financement, la plus importante, les acteurs européens à travers des financements publics, des partis politiques et des individus très riches qui participent à ces financements. Nous voyons par exemple des financements de ce type dans les pays nordiques où il existe très peu d'oppositions sur ces sujets et des moyens financiers croissants arrivent pour permettre aux anti-choix, anti-droit d'amplifier leur influence et leur action.

La première initiative européenne contre l'avortement date de 2014, portée par One of us qui regroupe plusieurs mouvements anti-IVG au niveau européen. Bien que l'avortement ne soit pas une compétence de l'Europe, ces mouvements s'étaient organisés contre les politiques extérieures de l'Europe qui soutenaient des organisations de défense des droits sexuels et reproductifs. Cette initiative citoyenne européenne n'a pas abouti mais c'était une première, montrant comment ils utilisent les leviers démocratiques.
Quelles sont leur méthodes ? Un des vecteurs importants de la bataille culturelle passe par les mots. « Protéger les enfants », « Protéger les plus faibles », parler des « enfants à naître » est de plus en plus souvent utilisée par certains groupes politiques, certains députés pour remplacer la notion de fœtus ou embryon. Il déploient de forts moyens de communication, des campagnes, des fake news sur l'avortement. Lors de la constitutionnalisation de l'IVG, tous les députés ont reçu un courrier soulignant que l'avortement était un crime accompagné d'un petit foetus en silicone envoyé par l'ECLJ depuis Strasbourg.
Ces mouvements utilisent des leviers juridiques, des procès contre la recherche. Dix requêtes en référé ont été déposées par la fondation Jérôme Lejeune contre des protocoles de recherche sur l'embryon, sur les cellules souches par exemple.
Enfin, ils s'appuient aussi sur la notion de neutralité. Cette notion fonctionne très bien dans le contexte des attaques contre les programmes EVARS. Des associations comme Famylia ou des entreprises comme Lift se présentent comme neutres dans un contexte où le Planning est diabolisé et présenté comme non neutre.

Nous faisons donc face a un projet politique structuré, autoritaire, qui a comme objectif de préparer au pouvoir. Il est de notre responsabilité de faire connaître ces mouvements, il y a un énorme travail d'information à faire, pour décrypter leurs méthodes, leurs façons d'agir, les objectifs de leurs campagnes, les moyens financiers dont ils disposent et les financiers qui les soutiennent. Il convient également de rendre visibles les attaques contre les défenseurs des droits et de les protéger.

Questions de la salle :

Avez-vous les données pour analyser l'importance de ces financements anti-droits, anti-choix, anti-genre ? Est-ce qu'ils obtiennent plus de soutien que la défense des droits fondamentaux, de la démocratie, des causes progressistes ?
Il semble que les enquêtes journalistiques ont pu mettre en lumière des éléments qui sont longtemps restés dans l'ombre. Il a fallu l'enquête dans l'Humanité pour comprendre qui était Pierre-Edouard Stérin. Or, il était présent depuis longtemps et ses nuits du bien commun existé depuis plusieurs années sans que cela fasse polémique.

Je ne sais pas si ces organisations reçoivent plus de financement que les organisations progressistes. La question, à mon sens, est plutôt de considéré que ces financements philanthropiques ne sont pas des financements démocratiques. Dans le paradigme philanthropique, le pouvoir est tenu par les personnes qui ont le plus d'argent là où un financement d'Etat, l'argent devrait être réparti en fonction des votes, en fonction du fonctionnement démocratique. A mon sens, la défense des droits dont nous discutons ne doit pas être financé par des mécènes, des personnes qui ont acquis leur richesse grâce à un système qui exploite et divise les personnes, les hommes et les femmes. Il y a peu de chances qu'ils luttent contre ce même système qui les a enrichi. Enfin, les conditions dans lesquelles vivent ces milliardaires déterminent leur vision du monde. Par ailleurs, certaines de ces fondations réactionnaires sont reconnues d'utilité publique donc reçoivent des financements publics grâce à la défiscalisation. Il s'agit donc d'argent public qui ne va pas vers l'Etat mais soutient des projets anti-avortement alors que l'avortement entre dans les droits fondamentaux en France. Il est aberrant que de l'argent public serve à lutter contre un droit fondamental.

Nous voyons donc des flux financiers de riches entrepreneurs catholiques en direction d'associations conservatrices là où les associations progressistes comptent davantage sur les subventions publiques, étant donné le peu de mécènes progressistes en France.

J*'aimerais vous faire réagir sur le lancement par le Sénat d'une commission d'enquête sur les fondations avec la volonté d'enquêter sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes privés, qu'en attendez-vous puisque cette commission s'appuie notamment sur les lanceurs d'alerte et les différents travaux journalistiques qui ont mis à jour la galaxie de Pierre Edouard Sterin ?*

Nous espérons être auditionnés dans le cadre de cette commission d'enquête pour parler de nos enquêtes. Il existe également la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des élections en France, initiée à l'Assemblée nationale à laquelle Stérin était convoqué mais où il ne s'est pas rendu. Un des buts de la commission du Sénat est de faire la lumière sur les flux de financements privés aux structures publiques, aux associations alors que ces circuits sont très opaques. Nous espérons que cette commission aura des données chiffrées sur ces financements. Nous savons qu'elle va aussi se pencher sur le système de défiscalisation mais il n'y a pas de volonté politique pour revoir ces systèmes, ces avantages fiscaux.

Quels leviers avons-nous pour alerter les collectivités territoriales qui ont subventionné ces associations sans connaître leurs visées politiques ?

Il est stupéfiant de voir qu'à Lyon ou Paris, des CT dites progressistes ont financé de telles structures, dans quelle mesure il existe ou reste à inventer une sorte de réseau de lanceurs d'alerte dans les collectivités publiques et les collectivités territoriales notamment. Je pense à un réseau comme le Lierre, un réseau de professionnel de l'action publique engagé dans la transition écologique, ne pourrions-nous pas imaginer un réseau du même type sur l'égalité des droits ? Cela permettrait de structurer un réseau de lanceurs d'alerte depuis les collectivités publiques, qui sont

en principe des gardes-fous pour la défense des droits fondamentaux.

Véronique Séhier : C'est une très bonne idée. Nous avons besoin de lanceurs d'alerte et les enquêtes journalistiques sont très importantes pour donner cette information. Les élus locaux, qui ont parfois le nez dans le guidon, lorsqu'ils voient arriver une association qui présente bien et qui en plus demande peu de subvention, les élus se laissent séduire. Il faut les alerter. C'est une responsabilité collective des associations citoyennes et de tous les citoyens, citoyennes.

Annabelle Martella : Dans le cadre de mon enquête, j'étais en lien avec plusieurs conseillers régionaux qui participent à des commissions de subvention, ils ne font pas d'enquête sur les associations qu'ils financent et ces associations présentent très bien leur dossier, elles se disent neutres, apolitiques, bien sous tout rapport.

Elsa Sabado: Au delà du manque de connaissance des conseillers régionaux, nous observons aussi une indignation qui s'érode. J'étais à Montluçon où Murmures de la Cité présentait son spectacle. Le maire a également invité le Canon français à organiser un banquet dans sa commune. Il a attiré 2500 personnes en trois jours pour une entrée à 90 euros. J'ai alors rencontré des militants CGT qui étaient tiraillé en disant : notre ADN antifasciste nous pousse à lutter contre ces banquets et en même temps nous ne pouvons pas stigmatiser toutes les personnes qui s'y rendent en les traitant de fachos. La pression est trop forte.
De la même manière, plusieurs membres du collectif ont été confronté à des discussions tendues avec des Catholiques du centre ou de gauche qui nous reproche de faire ces enquêtes sur des associations financées en partie par Stérin mais qui selon eux rassemble plus largement, font un super boulot, remplissent des fonctions sociales. Il est vrai que ces associations peuvent remplir des fonctions sociales délaissées par les pouvoirs publics. Ces milieux catholiques sont soumis à cette forte pression et à la puissance de financement que représente ces fonds et fondations. Face à cette pression, il est essentiel d'informer et de créer des noyaux de résistance à ces associations.

Annabelle Martella : Du point de vue local, ces associations peuvent aussi être perçues comme apportant de la vie dans des endroits où il ne se passe pas grand chose. Les bénévoles de spectacles vivent une aventure collective, le village accueille un spectacle. Si vous arrivez en expliquant que c'est financé par Stérin, l'histoire de France que vous montrez est tronquée, royaliste, les personnes vous répondent que vous êtes rabat joie, qu'ils vivent une aventure collective, qu'ils ont l'impression de faire partie d'une famille... Pour Familya, c'est pareil, l'association peut réellement venir en aide à des personnes dans des espaces où il n'existe pas d'autres acteurs. Localement, tout le monde va vous dire : ce qu'il font, c'est bien.

Rozenn Le Carboulec : C'est le cas pour Marthe et Marie et toutes les associations du même type qui accueillent des femmes enceintes dans un pays où on manque de place d'accueil d'urgence, notamment pour les femmes. Ces associations remplissent un rôle que l'Etat ne remplit plus.

Véronique Séhier : En effet, la question est la disparition des services publics dans ces territoires. L'école Excellence Ruralités s'est installé là où des écoles publiques ont été fermées.

Elsa Sabado : Autre exemple : Oasis le Rocher s'installe dans les quartiers populaires comme Bondy ou Marseille Nord. Des familles de la vieille bourgeoisie catholique viennent aider des familles tout en les évangélisant. Ils sont accueillis à bras ouvert parce qu'ils font de l'aide au devoir, de l'accompagnement juridique, font du lien social...

Rozenn Le Carboulec : Finalement, les pouvoirs publics s'arrangent bien de la présence de ces associations conservatrices qui remplissent à moindre frais des missions de services publics qu'ils n'assurent plus.

Elsa Sabado : Il faut noter aussi le manque de combativité des autres associations lié à leur mise en concurrence. Cette mise en concurrence empêche les capacités d'union, de coopération entre ces associations. Nous l'avons vu notamment sur l'accompagnement des personnes exilées. Les associations militantes ont finalement dénoncé les conditions d'accueil proposé par l'Etat et nous avons alors vu des associations opératrices qui ont repris ces dispositifs sans protester. C'est donc un alliage entre l'offensive de l'extrême droite, la faiblesse de l'Etat et l'épuisement du camp progressiste.